



## **DISCOURS DE M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

### **Ecole Polytechnique**

**Palaiseau – Mercredi 17 décembre 2008**

Mesdames et Messieurs les ministres,  
Mesdames et Messieurs,

La France ne serait pas la France sans la passion de la République, de ses valeurs et de ses principes.  
La France ne serait pas la France sans la passion de la liberté, de l'égalité et de la fraternité qui est le propre de la République.

La République s'est donnée pour but d'accomplir le vieux rêve des rois, celui d'une nation une et indivisible. Les Rois de France l'avaient rêvée, la République l'a réalisée. La République y a ajouté le but d'une communauté de libres citoyens soudés par le civisme, l'égalité des droits et des devoirs.

C'est le miracle de la République d'avoir permis à la France de conjuguer une identité si forte avec une aspiration si grande à l'universalisme.

C'est le miracle de la République d'avoir permis à la France d'être une grande patrie faite d'une multitude de petites patries unies par une formidable volonté de vivre ensemble, de partager une langue, une histoire, une façon d'être et de penser, où chacun se reconnaît dans un idéal et un destin communs sans que soient effacées les histoires personnelles et bien sûr les destins particuliers.

C'est le miracle de la République d'avoir forgé l'unité de la France sans nous avoir condamnés à l'uniformité.

C'est le miracle de la République de combiner une aussi haute idée de l'État et une passion aussi grande pour la liberté.

C'est le miracle de la République d'avoir fait éprouver à la France une fascination pour l'égalité et pour le mérite.

Le miracle de la République, c'est d'avoir donné au final un sens au mot fraternité, compréhension, respect, solidarité.

Mais la République, ce n'est pas un modèle figé pour l'éternité.

Et la République, ce n'est pas l'immobilisme. La République, ce n'est pas le conservatisme, c'est le mouvement, c'est le progrès, c'est l'appel à la justice.

La République, c'est un rêve toujours inaccompli, c'est un projet toujours inachevé.

La République, c'est un projet de société, c'est un projet politique que nous avons le devoir de continuer, mais il ne suffit pas de glorifier la République pour qu'elle demeure vivante et surtout, il ne suffit pas de proclamer l'égalité pour qu'elle soit réalisée.

Alors regardons notre société en face, regardons la promotion sociale, regardons le nombre d'enfants d'ouvriers dans nos grandes écoles, la ségrégation urbaine, les discriminations, l'inégalité des chances, et posons-nous la question :

Qu'avons-nous fait de la République ?

Comment peut-on encore parler de la République quand l'école ne parvient plus à compenser les handicaps sociaux ?



Comment peut-on parler de République quand la réussite scolaire et l'avenir professionnel dépendent non de l'intelligence, non du courage, non de l'ardeur au travail, non du mérite mais beaucoup du milieu social d'où l'on vient, du quartier où l'on habite, du nom que l'on porte, de la couleur de sa peau ?

Comment faire comprendre la République à l'enfant qui se sent prisonnier de son milieu, de son quartier, de ses origines ?

Comment faire aimer la République à ceux qu'elle tient à l'écart ? A ceux qui ont la conviction que quoi qu'ils fassent, les sacrifices qu'ils consentent, ils ne peuvent pas réussir ?

Comment faire espérer dans une République qui continuerait à tenir si peu ses promesses et à fonctionner de plus en plus non comme un projet mais comme un mythe étranger à la réalité sociale ?

Le plus grand danger qui menace notre modèle républicain, c'est que la République devienne une idéologie désincarnée.

On trahit l'idéal républicain en s'abritant derrière les grands principes pour refuser de combattre les injustices, les inégalités, les discriminations.

La République, ce ne doit pas être un dogme, c'est une exigence, une exigence politique, une exigence sociale, une exigence morale.

Nous trahissons l'idéal républicain en proclamant notre attachement à une République formelle sans nous soucier de construire une République réelle.

Il n'y a pas de République réelle sans volontarisme républicain.

Il n'y a pas de République réelle sans la volonté de corriger les inégalités, en traitant inégalement les situations inégales. C'est la clé.

On ne peut progresser vers l'égalité réelle qu'en s'attaquant à la fois aux causes et aux conséquences des inégalités, des injustices, des discriminations.

Notre modèle d'intégration a fonctionné durant un siècle, ne fonctionne plus, ou si mal. Ce modèle qui pendant un siècle a tant contribué à réduire les inégalités se révèle désormais impuissant à les réduire quand il ne les aggrave pas.

On ne peut pas vouloir la République réelle si l'on n'est pas capable de reconnaître que notre modèle d'intégration après avoir été longtemps un modèle de promotion sociale est devenu un modèle de reproduction sociale.

On ne peut pas voir le décalage toujours plus grand qui saute aux yeux entre la diversité de la société française et l'homogénéité sociale et culturelle des élites que produit notre système éducatif.

On ne peut pas ne pas voir parce que cela saute aux yeux que notre système de sélection interdit l'accès aux responsabilités à certaines catégories de la population.

Je le dis avec gravité, si notre société se trouve aujourd'hui menacée de devenir une mosaïque de communautés repliées sur elles-mêmes, si le risque se profile de voir la solidarité communautaire devenir plus forte que la solidarité nationale, si le communautarisme menace l'unité et l'indivisibilité de la République, ce n'est pas parce que l'on a trop fait droit au principe selon lequel le détour par l'inégalité pouvait être le meilleur moyen d'atteindre l'égalité, ce n'est pas parce que l'on a trop donné à ceux qui avaient moins, ce n'est pas parce que l'on a trop transgressé les sacro-saints principes de l'égalitarisme pour mettre en œuvre une discrimination positive. C'est tout le contraire. Je me souviens du charivari que j'avais provoqué en disant que j'étais intéressé par l'idée de la discrimination positive, comme si le simple fait d'être intéressé par cette idée devenait la preuve que je justifiais le communautarisme. C'est exactement le contraire.

Et si on en est là, c'est parce qu'au fond on n'a pas fait grand-chose pour réparer les injustices.



C'est parce que la bonne conscience républicaine a remplacé depuis trop longtemps le volontarisme républicain.

C'est parce qu'on a cessé depuis trop longtemps de considérer l'exigence républicaine comme une exigence de résultat. Il ne s'agit pas d'être jugé à l'aune des intentions, mais aux résultats. Cela s'appelle le volontarisme républicain.

Le meilleur antidote au communautarisme eh bien, c'est tout simple, c'est que la République tienne ses promesses. On reste ferme sur les principes mais on doit être pragmatique sur les moyens.

Depuis deux siècles la République, ce sont les mêmes principes, les mêmes valeurs, les mêmes objectifs, mais ce sont des priorités, des procédures, des moyens différents en fonction des époques et naturellement des circonstances.

La République fut tour à tour girondine, jacobine, libérale, anticléricale, sociale, radicale...

Elle se développa tour à tour par la conscription, par le suffrage universel, par l'école, par la laïcité, par la sécurité sociale...

La République s'affirma dans la guerre et dans la paix mais toujours à la poursuite du même idéal.

Clémenceau en avait parlé de manière définitive : « *La République n'est rien qu'un instrument d'émancipation, un instrument d'évolution par l'éducation de tous* ».

Les principes, ils sont sacrés. Je pense en particulier au grand principe d'égalité qui est la clef de voûte de notre unité.

Mais de quelle égalité parlons-nous ?

Vous voyez que j'ai appris à amener, on prend le temps, on évite, on donne du « *Théralène* » à tous ceux que le volontarisme républicain peut inquiéter. Cinq pages pour dire : « pas de procès d'intention, écoutez ». C'est mon unique concession à la pensée unique qui, Dieu sait, je ne dirais pas qu'elle est représentée dans la salle, mais disons à l'extérieur.

Alors de quelle égalité parlons-nous ?

Si l'on parle de l'égalité absolue des situations, on tombe tout de suite dans l'égalitarisme et j'ose le mot, l'égalitarisme, c'est le contraire de la République parce que la République c'est aussi la récompense du mérite. Et dans cette école, on sait ce que veut dire le mérite. La République, c'est l'élitisme républicain, c'est la récompense de l'effort et la récompense du travail, ce n'est pas l'égalitarisme.

L'égalité républicaine, c'est l'égalité devant la loi, l'égalité des droits et des devoirs, c'est l'égalité des dignités des personnes, c'est l'égalité des chances.

L'égalité des chances : ce doit être la priorité d'aujourd'hui.

C'est en rétablissant l'égalité des chances que la République fera circuler ses élites. C'est en rétablissant l'égalité des chances qu'elle fera droit à la diversité. Tout ce qui entrave l'égalité des chances doit être combattu. Tout ce qui empêche chacun de faire valoir ses talents et ses mérites doit être corrigé. L'égalité des chances doit cesser d'être théorique pour devenir réelle. Il ne s'agit pas de remplacer une discrimination par une autre. Il s'agit de donner plus à ceux qui ont moins ou, pour prendre une autre image, de faire plus pour ceux qui partent de plus loin. Il s'agit de compenser les handicaps. Il s'agit de donner une deuxième chance à ceux qui n'ont pas eu les moyens de saisir la première.

Quel est l'objectif ? Cela va faire parler, mais l'objectif, c'est relever le défi du métissage ; défi du métissage que nous adresse le XXI<sup>e</sup> siècle. Le défi du métissage, la France l'a toujours connu et en relevant le défi du métissage, la France est fidèle à son histoire. D'ailleurs, c'est la consanguinité qui a toujours provoqué la fin des civilisations et des sociétés. Disons les choses comme elles sont, jamais le métissage. La France a toujours été, au cours des siècles, métissée. La France a métissé les cultures, les idées, les histoires. Et l'universalisme de la France n'est rien d'autre que le fruit de ce constant métissage qui n'a cessé de s'enrichir d'apports nouveaux et de bâtir sur tant de différences mêlées les unes aux autres un sentiment commun d'appartenance et au fond un patrimoine unique de valeurs



intellectuelles et morales qui s'adressent à tous les hommes. La France, dans son histoire, ce sont des hommes tellement différents qui sont venus constituer la France. La France qui a su métisser ses cultures et ses histoires, en a construit, produit un discours universel parce qu'elle-même, la France, se sent universelle dans la diversité de ses origines. Eh bien, ce métissage, elle l'a réussi parce qu'elle a su offrir à chacun la promesse de la promotion sociale.

Répondre au défi de la diversité en recourant à des critères ethniques ou religieux conduirait à prendre le risque de dresser les uns contre les autres des communautés rivales et au fond à enfermer chacun dans son identité et son histoire alors même qu'il s'agit de le faire accéder à une citoyenneté pleine et entière, de conforter le sentiment de son appartenance à quelque chose qui le dépasse et qui l'ouvre sur quoi ? Sur l'universel.

En disant cela, je ferme une porte, tout en reconnaissant qu'il y a bien un problème confessionnel et un problème ethnique pour dire les choses. Je pense que ce n'est pas la bonne grille de lecture pour être encore plus clair, mais qu'il y a un problème qui se pose. Ce n'est pas parce que l'on ne passe pas par là pour trouver une solution, que le problème ne se pose pas. Disons que cette voie, elle existe, elle est à mon avis trop risquée, elle présente trop d'inconvénients, mais il y a un problème qui existe. Et puis, de toute manière, comment définir des critères ethniques objectifs sans prendre le risque de réveiller de vieux démons, ou des critères religieux, sans prendre le risque de remettre en cause le principe de laïcité qui permet à toutes les croyances religieuses de cohabiter en paix au sein de la République ?

Tel est d'ailleurs le sens du rapport que m'a remis ce matin la commission présidée par Simone Veil. Rapport que je fais mien et qui démontre que nous n'avons pas besoin de changer notre Constitution pour rendre réelle l'égalité des chances. Alors maintenant, on va utiliser les moyens dont on dispose.

Pour mener à bien ces réformes, la France doit se doter d'outils statistiques qui permettent de mesurer sa diversité, parce que, là encore, autant j'ai fermé la porte ethnique et religieuse, autant c'est assez difficile d'organiser notre diversité sans se donner les moyens de la mesurer et de viser la promotion sociale et l'égalité réelle sans se donner aucun critère pour voir si elles s'améliorent, pour identifier les retards, pour mesurer les progrès. Ces instruments devront reposer sur des méthodes objectives et incontestables. Ils ne doivent pas traduire une lecture ethnique de notre société. Un travail va être conduit avec la communauté scientifique pour avancer, dans le dialogue, sur ce sujet sensible. Mais parlons clair, ce n'est pas parce que c'est un sujet sensible qu'il faut s'abstenir d'en parler. On ne peut pas dans le même temps dire : la diversité n'existe pas en haut de la société et parce que c'est sensible, on ne la mesure pas, circulez, il n'y a rien à voir ! Non, on va avec les scientifiques voir comment on peut mesurer le progrès de cette diversité au niveau de l'accession aux postes des élites.

Si la question des statistiques pour mesurer les inégalités et les discriminations liées à l'origine est ouverte, la question d'une action publique volontariste fondée sur des critères ethniques ou religieux doit être close. On ferme cette porte, mais je tiens beaucoup à avoir des instruments établis dans le consensus pour que chacun mesure si la politique que l'on engage produit des résultats ou pas. Si vous n'avez aucun instrument de mesure, autre que celui du nombre de ministres issus de la diversité, je crains que nous ne résolvions pas tous les problèmes.

Alors, après y avoir mûrement réfléchi, je pense que c'est par le critère social qu'il faut prendre le problème parce que les inégalités sociales, au fond, englobent toutes les autres.

Si l'on regarde comment se distribuent les inégalités il apparaît clairement qu'en réduisant toutes les fractures sociales on réduira du même coup toutes les fractures ethniques, religieuses et culturelles. Les territoires, les quartiers et les catégories les plus défavorisées doivent être l'objet d'une politique volontariste qui rétablira l'égalité des chances. Au fond, c'est la solution qu'avait choisi la III<sup>e</sup> République en créant le statut de boursier qui a permis quoi ? A tant de fils et de filles d'immigrés pauvres de rejoindre en une ou deux générations les élites sociales, intellectuelles et politiques d'une République qui acceptait alors de regarder en face les inégalités.



Comme toujours l'égalité réelle des chances, c'est d'abord par l'école qu'elle passe. La réforme de l'école primaire, puis demain celle du lycée qui se fera, Monsieur le ministre, y contribuera. C'est quand on monte le niveau d'exigence de l'école que la promotion sociale se trouve facilitée et non l'inverse. A condition bien sûr que les élèves des milieux les plus défavorisés ne soient pas enfermés dans des ghettos où se concentrent toutes les difficultés, tous les handicaps de la vie sociale. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a voulu que la carte scolaire soit progressivement supprimée. Parce que là, en termes de ghettos, fantastique ! Parce que quand on avait des relations, on s'exonérait de la carte scolaire. Et la carte scolaire n'est devenue une réalité que pour celui qui ne pouvait pas s'en exonérer. Je ne conteste pas les intentions de la carte scolaire, je conteste la réalité des résultats. C'est la raison pour laquelle également j'ai voulu que l'on expérimente sur une grande échelle la possibilité de fermer certaines écoles et de répartir dès le cours préparatoire les élèves dans d'autres écoles en organisant des services adaptés de transports scolaires, de sorte que soit mieux assuré le brassage social qui, pendant si longtemps, a fait le succès de notre République. Naturellement que le brassage social est absolument indispensable, mais le brassage social on ne l'a pas par la carte scolaire ! Si on l'avait eu par la carte scolaire, cela se saurait. On ne peut quand même pas me dire : jamais la promotion sociale et la diversité n'ont eu autant de difficultés à percer, et garder exactement le même système d'organisation. C'est-à-dire que l'on doit garder un système qui produit de mauvais résultats ou on doit le changer.

Le plan « espoir-banlieue » a aussi retenu comme priorité la généralisation des internats éducatifs destinés à permettre la prise en charge des bons élèves des milieux modestes qui ne peuvent pas trouver chez eux, Fadela, les conditions propices à l'étude.

La création de filières d'excellence dans des lycées situés dans des quartiers défavorisés, le suivi des jeunes qui décrochent, le soutien scolaire aux enfants, l'obligation pour tous les lycées de présenter au moins 5 % d'élèves de Terminale en classes préparatoires aux grandes écoles, le développement des « écoles de la deuxième chance », le contrat d'autonomie aujourd'hui expérimenté dans 35 départements, le désenclavement des quartiers, c'est indispensable à l'égalité des chances.

Mais je le dis comme je le pense, cela ne va pas assez vite. Et je vais le dire encore comme je le pense, dans le dos des plus hautes autorités de l'Etat, on s'ingénie à réduire les ambitions qui ont été fixées. J'ai mis dix-huit mois pour m'en apercevoir, mais je ne l'accepte pas. Il y a des chantiers qui ont pris un retard considérable malgré de nombreux arbitrages entre les administrations, je vois que des ambitions ont été fortement réduites. Je veux le dire aujourd'hui calmement, je ne tolérerai pas que ce qui a été décidé ne soit pas mis en œuvre rapidement. Je ne vais pas venir ici pour expliquer qu'il faut passer d'une République des droits formels à une République des droits réels et accepter que ce que l'on a décidé, chère Fadela Amara, ne soit pas mis en œuvre. Je n'accepterai pas que ce qui doit être une priorité soit relégué au second rang. La diversité et la promotion sociale, c'est une priorité.

La mixité sociale à l'école, les internats d'excellence, les écoles de la 2<sup>e</sup> chance, le désenclavement des quartiers doivent être portés par la même ambition que celle qui a porté le développement de l'école républicaine du temps de Jules Ferry et de la République des instituteurs.

L'égalité des chances ne doit pas être une priorité dans les mots, cela doit être une priorité dans les actes. Je vais m'y engager chaque jour.

Je veux une mobilisation de tout l'appareil de l'État, de toutes les administrations et de tous les ministères. Et l'État doit être exemplaire et il ne l'est pas. Exemplaire dans la mise en œuvre des politiques en faveur de l'égalité des chances, exemplaire dans la lutte contre les discriminations, exemplaire dans la promotion de la diversité, exemplaire en matière de transparence sur les résultats. Et l'État doit être exemplaire mais les collectivités locales aussi, les partis politiques aussi, les entreprises également.

Ces dernières années, beaucoup d'initiatives ont été prises pour changer la donne.



Je pense à Sciences-Po, je ne saurais trop combien dire, cher Richard, tout le bien que je pense de ce que vous avez fait en instaurant une voie d'accès réservée à des lycéens méritants de l'éducation prioritaire. Je me souviens des cris d'orfraie à l'époque en disant que l'on allait abaisser la qualité de Sciences-Po et la réputation de Sciences-Po. Aujourd'hui, jamais sa réputation n'a été aussi bonne mais il y a une filière pour les lycéens méritants de l'éducation prioritaire. Je ne vois pas que le niveau de Sciences-Po a diminué.

Je pense, cher Claude, à l'institut Montaigne, qui a mobilisé plus de 2 000 entreprises autour des engagements de sa charte de la diversité.

Je pense à certaines écoles de commerce, je pense à certains Instituts d'Etudes Politiques ou à Polytechnique, qui ont mis en place des mécanismes de tutorat pour apporter aux jeunes des quartiers défavorisés le soutien de ceux qui ont réussi.

Je pense aux lycées qui ont instauré des formations pour aider les élèves de condition modeste à intégrer les classes préparatoires.

Je pense aux « cordées de la réussite » qui viennent d'être lancées pour établir davantage de passerelles entre les établissements scolaires, les grandes écoles mais, Valérie, aussi les universités.

Je pense au magnifique travail accompli depuis un an et demi par le délégué interministériel à l'égalité des chances des Français d'Outre-mer.

Je pense même à Henri IV, au lycée avec ses classes préparatoires de mise à niveau pour les bons élèves d'établissements situés dans des zones en difficulté.

Ceux qui en ont pris ces initiatives ont eu le courage de briser des tabous qui ont longtemps empêché notre pays de progresser. Je leur rends hommage. Mais ces initiatives sont trop peu nombreuses. Et parlant clair, le compte n'y est pas. C'est toute la société qu'il faut mettre en mouvement. Il nous faut maintenant aller beaucoup plus vite et beaucoup plus loin.

Je voudrais que chacun comprenne que permettre à la diversité de s'exprimer au niveau de nos élites, c'est assurer les conditions de la sécurité, de la prospérité et de la tranquillité pour ceux qui n'appartiennent pas à des minorités mais qui sont intéressés à ce que ces minorités se sentent intégrées.

La promotion sociale doit redevenir une promesse pour tous.

Le travail et la persévérance doivent permettre d'accéder à l'élite et d'accéder aux responsabilités.

D'abord, en matière d'éducation, nous allons ouvrir en grand les lieux où se forme l'élite de demain. Je souhaite que, dans tous les lycées qui préparent aux concours des grandes écoles – je dis bien dans tous - des classes préparatoires de mise à niveau soient créées sur le modèle de ce qui a été fait au Lycée Henri IV et que, dès septembre 2009, 25% des places de chaque classe préparatoire aux grandes écoles soient réservées aux meilleurs lycéens boursiers. A la rentrée 2010, ce taux atteindra 30%. Comprenez-moi bien, les concours doivent rester les mêmes mais la condition de préparation de ces concours ne doit pas être la même entre les jeunes qui n'ont pas eu le même parcours, les mêmes chances et qui ne sont pas partis du même niveau. Après avoir dit, je ferme la porte du l'ethnique et du religieux et que j'entamais l'axe de la réduction des inégalités sociales, le deuxième axe que nous prenons, c'est non pas la modification des concours, c'est-à-dire pour accéder aux places, un concours pour les forts et un concours pour les faibles, cela ce n'est pas la République. En revanche, on va jouer à fond la carte de la préparation. Ceux qui viennent d'un endroit où il n'y a plus de difficultés, auront une préparation meilleure, payée par l'Etat pour passer les mêmes concours. Comme cela, on reviendra à l'égalité des chances.

On ne va pas aller chercher très loin les critères. On va prendre le critère des boursiers. Parce que le critère des boursiers, ce sont les familles les plus modestes, sans considération ethnique ou religieuse, mais ce sont les familles les plus modestes dont les enfants travaillent et sont méritants.

L'éducation nationale, cher Xavier, je te fais toute confiance pour qu'elle se mobilise à encourager ces jeunes, à convaincre leurs familles et à susciter leurs candidatures, parce que l'on va ouvrir en grand



les préparations, donc il faut qu'il y ait en grand les candidatures. Mais une fois que l'on entre dans la préparation, il faut travailler comme les autres. Parce que l'on ne travaille pas moins, parce que l'on n'a pas la même couleur de peau. On ne travaille pas moins parce que ses parents sont moins favorisés. On doit travailler autant. Mais on aura autant de chance de réussir. Chaque enseignant, chaque chef d'établissement doit se sentir investi de la responsabilité de repérer et d'accompagner vers les filières d'excellence les élèves d'origine modeste qui en présentent le potentiel, exactement comme les instituteurs de la République, la III<sup>e</sup>, repéraient le petit garçon ou la petite fille de primaire qui avait des qualités pour passer au collège, à l'époque en secondaire, ou faire une carrière universitaire ou aller à des niveaux d'éducation que jamais ses parents n'auraient obtenus.

Pour accompagner les boursiers vers ces filières exigeantes, je demande que soient développés des « internats d'excellence » dans les lycées à classes préparatoires aux grandes écoles. Parce que naturellement, si l'on ne prévoit pas cela, on n'aura pas ces élèves et on viendra m'expliquer : on a ouvert des places, mais ils ne sont pas venus les prendre. Avoir un hébergement de qualité est indispensable pour travailler dans de bonnes conditions. Mais ce n'est pas suffisant dans un monde où les codes sociaux et culturels sont tellement importants. C'est pourquoi ces établissements offriront à leurs pensionnaires un tutorat assuré par des élèves de grandes écoles, un suivi personnalisé pris en charge par les professeurs ainsi que des compléments disciplinaires. En amont, je le redis, il nous faut également développer de façon plus ambitieuse l'implantation des internats dans l'enseignement secondaire et même dans l'enseignement primaire pour les enfants de familles modestes qui témoignent de bonnes dispositions aux études. D'ailleurs, Monsieur le ministre de l'Éducation nationale, on pourrait parfaitement dégager une partie des crédits du plan de relance pour accélérer la construction d'internats d'excellence. Je n'y vois que des avantages, et je demanderai au Premier ministre, qu'avec vous, on mobilise une partie des crédits, puisque nous avons dégagé beaucoup de crédits au service de la relance, les internats d'excellence, les classes préparatoires pour les boursiers. Voilà un bon thème. Cette politique nous allons la conduire avec plus de détermination, plus de moyens, quitte à nous appuyer sur des partenariats avec les entreprises privées.

L'excellence, ce n'est pas simplement les classes préparatoires, les grandes écoles, ce sont les universités. Chacun le sait, tous les jeunes ne sont pas à armes égales pour y réussir, particulièrement en première année où le taux d'échec est élevé. Pour introduire davantage d'égalité des chances à ce moment charnière des études supérieures, je demande que soit inscrit dans les contrats d'établissement avec les universités des créations d'emplois d'étudiants pour assurer un tutorat renforcé en faveur des boursiers qui entrent en première année. Les réformes mises en œuvre pour rendre les universités plus autonomes et un effort d'investissement sans précédent leur permettront de s'affirmer progressivement comme des filières d'excellence à part entière. Je fais toute confiance à Valérie Pécresse, pour mener cette politique. Vous avez bien compris que l'on est en train de changer complètement les règles du jeu. Tous les lycéens, les boursiers méritants, on va les amener, lycées, universités à des conditions préparatoires qui vont permettre d'ouvrir les portes des filières d'excellence.

Après l'éducation, le monde du travail.

Je souhaite que le CV anonyme devienne un réflexe pour les employeurs. On sait depuis longtemps que les Français ne sont pas égaux devant le recrutement. Je suis désolé de vous imposer une idée aussi banale, je ne vois d'ailleurs pas comment cette idée peut être le moins du monde contestée. Il faut donner à chacun la chance de bénéficier d'un entretien, de pouvoir exprimer sa motivation, de faire valoir ses compétences ou tout simplement son envie. Sur ce sujet j'ai conscience que nous n'avancerons pas par la contrainte mais par la conviction et le pragmatisme. Telle était l'orientation retenue en 2006 par les partenaires sociaux dans l'accord qu'ils avaient conclu sur la diversité, puisqu'il prévoyait de recourir à l'expérimentation. Cette expérimentation, il faut maintenant la conduire.

En 2009, le gouvernement proposera à 100 grandes entreprises de mettre en place le CV anonyme. Les résultats diront s'il faut aller plus loin. Je souhaite que l'on expérimente également un dispositif de



mutualisation des stages par les établissements de formation, pour que les meilleures propositions des entreprises profitent à tous les jeunes et pas simplement aux jeunes dont les familles ont des relations. Je veux enfin que l'on fasse reculer les discriminations au sein même de l'entreprise. A cet effet, cher Louis Schweitzer, nous donnerons à la HALDE le pouvoir d'effectuer des contrôles inopinés sur les lieux de travail.

Il faut aller au-delà, inciter les entreprises à introduire la diversité au cœur de leur gestion des ressources humaines. A partir d'une certaine taille, elles devront obligatoirement faire état dans leur bilan social des actions qu'elles conduisent sur ce sujet. Un « label diversité » sera créé pour valoriser les meilleures pratiques. Il sera attribué aux entreprises, aux administrations ou collectivités locales, engagées dans une démarche active de promotion de la diversité. Les premiers labels seront attribués dès janvier. Je demande également que l'on examine comment l'exécution des grands marchés publics de l'Etat pourrait être conditionnée à la mise en œuvre par les entreprises d'actions favorables à la diversité. Il faut utiliser tous les moyens pour inciter les acteurs à faire de ce sujet une priorité.

Que l'on me comprenne bien. L'Etat va arrêter de donner des leçons à tout le monde et de ne s'en appliquer aucune à lui-même. L'Etat passe des centaines, des dizaines de milliards de contrats chaque année. Moi, je demande que le seul critère ne soit pas simplement celui du moins disant. Il peut y avoir d'autres critères. Le critère de l'engagement au service de la diversité cela compte dans une société comme la nôtre.

Alors si l'on exige un tel effort des entreprises, la fonction publique doit donner l'exemple.

En aidant les jeunes de condition modeste à préparer les concours. Il existe aujourd'hui 170 écoles de fonctionnaires, Messieurs les ministres, et rares sont celles qui mettent le pied à l'étrier aux candidats les moins favorisés. Le principe que je souhaite appliquer est simple. C'est le même que pour les classes préparatoires : le même concours pour tous mais pas la même préparation. On rétablit l'équilibre au moment de la préparation. En 2009, chaque ministère créera des classes préparatoires intégrées à ses écoles et dotées d'objectifs de réussite. Ces classes préparatoires devront accueillir un effectif représentant au moins 30% des postes mis au concours. Ceux qui seront sélectionnés bénéficieront de bourses et de facilités de logement. Je souhaite que ce principe s'applique à toutes les fonctions publiques locales et hospitalières. Mais c'est bien en amont des concours que la fonction publique doit également s'ouvrir. Je veux ainsi que l'administration offre des stages aux jeunes des quartiers, à l'image du dispositif mis en place par la Banque de France pour les collégiens.

Par ailleurs, j'attends des ministres qu'ils soient exemplaires dans les nominations de hauts fonctionnaires. Je souhaite des procédures de nominations qui permettent à chacun de faire valoir ses compétences. Je souhaite que le vivier habituel des candidats soit élargi et ouvert sur la diversité française, le cas échéant, n'hésitez pas à avoir recours à des cabinets de recrutement.

Le monde politique aussi doit s'ouvrir à la diversité sociale.

Tous les partis politiques ont un retard considérable à rattraper. Peu de candidats issus des minorités sont présentés au suffrage, encore moins élus. Il y a des cas inverses. Cette situation est injuste. Elle suscite des frustrations. Quelle peut être la légitimité d'une classe politique dans laquelle une bonne partie de la population ne se reconnaît pas ?

Pour introduire davantage de diversité, il faut renouveler la classe politique en profondeur. Je souhaite donc que les partis s'engagent sur une charte de la diversité comme les entreprises. Leur financement public pourrait être conditionné au respect de leurs engagements après tout ce que l'on demande à une entreprise, ce que l'on demande et que l'on exige d'une administration, est-ce qu'un parti politique ne doit pas se l'appliquer et peut-il s'exonérer lui-même de ce qu'il demande pour les autres ? Cela n'aurait pas de sens.



Une commission d'évaluation de la promotion de la diversité dans la vie politique sera mise en place. Elle rendra chaque année un rapport public sur les efforts accomplis par les différentes formations politiques bénéficiant de financements publics pour assurer une meilleure représentation de la diversité dans les instances locales et nationales de la vie politique. Chacune de ces formations politiques devra lui remettre un bilan annuel sur les initiatives mises en œuvre et les résultats obtenus.

La diversité doit aussi trouver sa place à la télévision, cher Rachid Arab.

Chaque chaîne déterminera des objectifs d'amélioration de la diversité à l'écran, mais aussi dans les structures d'encadrement et de décision. Ces engagements seront solennisés dans des conventions passées avec le CSA. Ce dernier vérifiera que les chaînes remplissent bien leurs engagements et publiera ses conclusions. Je demanderai naturellement à France Télévisions d'être exemplaire, et pardon d'avoir des idées pour France Télévisions, mais on ne pourra pas me reprocher, Président de la République d'avoir des idées sur le service public. Eh bien, le service public doit aussi se mettre dans l'idée que la diversité c'est une priorité incontournable. Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces mesures, le gouvernement et le Premier ministre présenteront un plan d'action d'ici le mois de mars. Écoutez, depuis le temps que l'on parle de tout cela, les rapports on les a, maintenant il est temps de décider. J'ai demandé à Yazid Sabeg de se charger de ce travail de mobilisation de toutes les ressources de l'État et de la société en tant que Commissaire à la diversité et à l'égalité des chances. Je le remercie d'avoir accepté cette mission au nom de l'idée qu'il se fait de l'intérêt général et de son attachement aux valeurs de la République. Je sais qu'il mettra toute son énergie et tout son cœur à l'accomplissement de cette grande tâche. Il travaillera en étroite coordination avec le Délégué interministériel à l'égalité des chances des Français d'Outre-mer dont l'expérience est indispensable. Il procédera à des consultations approfondies avec tous les acteurs, car nous n'avancerons pas sans dialoguer, notamment avec les associations et les personnes issues de la diversité qui par le passé ont trop souvent été tenues à l'écart de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation des politiques de promotion de la diversité.

Mesdames et Messieurs, c'est la dernière chance. Si ce volontarisme républicain ne fonctionnait pas, il faudra alors que la République passe à des méthodes plus contraignantes encore, mais nous n'avons pas le choix. La diversité, à la base du pays, doit se trouver illustrée par la diversité à la tête du pays. Ce n'est pas un choix. C'est une obligation. C'est un impératif. On ne peut pas faire autrement au risque de nous trouver confrontés à des problèmes considérables. Il faut, par l'intermédiaire de la réduction des injustices sociales et de l'école, débloquer la situation, que personne ne doute de ma volonté de le faire. Certains auraient voulu que j'aille plus loin, d'autres trouvent déjà que je vais trop loin, moi, j'entends être jugé sur les résultats. Et je ne pense pas qu'il soit très normal au XXI<sup>e</sup> siècle, dans un pays comme le nôtre, que ce soit le Président de la République qui doive aller chercher dans une école de commerce à Montpellier, le seul préfet d'origine africaine que compte la République aujourd'hui ! Je ne pense pas que cela soit normal tout simplement parce qu'au niveau des écoles qui préparent à ces fonctions, on n'a pas fait la place à tous ceux qui auraient mérité, par leur travail et leurs efforts, de l'avoir. Et je ne pense pas non plus qu'il soit tout à fait normal, quand je regarde les structures des juridictions de jugement dans nos tribunaux, de voir beaucoup de gens qui se ressemblent. Je ne pense pas qu'il soit normal quand je regarde à la tête d'une grande administration comme la gendarmerie, les généraux, de ne voir personne de différent. Vous comprenez dans quel sens je veux le dire. Et je ne pense pas qu'il soit normal que dans le corps préfectoral, il y ait moins de préfets originaires de l'Afrique du Nord, qu'il n'y en avait il y a quarante ans. Et je ne pense pas pour tout dire que cela soit normal que dès que l'on en trouve un et qu'on le nomme, cela fasse la une de la presse, tellement il est extravagant que l'on en nomme un comme cela dans un pays comme le nôtre qui a l'implantation Outre-mer que l'on a ! C'est insultant. C'est une erreur. C'est une faiblesse. D'une certaine façon, c'est un drame.

J'ai voulu changer les choses au niveau du gouvernement mais j'ai parfaitement conscience que ce n'est pas parce qu'on les change au niveau du gouvernement que l'on change tout derrière. Donc, on va prendre les choses différemment, on va changer partout en même temps : dans l'entreprise, dans les



administrations, à l'Éducation, dans les partis politiques. Et on va se mettre des obligations de résultats. Que l'on me comprenne bien, cela ne veut pas dire que parce que l'on est d'une couleur qui n'est pas majoritaire, on a le droit à un poste que l'on refuserait à un fils et petit-fils de chômeur dans le Pas-de-Calais. Cela ce ne serait pas juste, mais on va créer les conditions d'une promotion sociale comme jamais dans la République pour les boursiers qui vont pouvoir présenter tous les concours.

Mers chers amis, j'espère que vous l'avez compris, nous devons changer.

Nous devons changer nos comportements, nous devons changer nos habitudes.

Nous devons changer pour que la république demeure vivante.

Nous devons changer pour que plus aucun Français ne se sente étranger dans son propre pays.

Nous devons changer parce que c'est un devoir moral et parce que c'est une nécessité politique.

Nous devons changer, alors nous allons changer.

Je vois bien le mur quotidien de l'immobilisme et du conservatisme. Je vois bien que notre société génère un nombre de conservatismes effarants. Je vois bien que l'on met au service de ce conservatisme des principes qui sont souvent généreux. Je préviens d'avance que je n'en tiendrai pas compte parce que c'est mon devoir de faire bouger les choses, parce que ceux de nos compatriotes qui attendent, ils attendent depuis trop longtemps et ils finissent par être désespérés de cette attente.

Dans le fond, moi j'ai été élu sur l'idée du travail et je me sens à l'aise avec ceux qui veulent travailler et que l'on empêche de travailler parce que l'on ne reconnaît pas leurs mérites et que l'on ne leur donne pas leurs chances. Moi, je ne me sens pas du côté de ceux qui ne veulent pas travailler, je me sens du côté de ceux qui veulent travailler. Il y a ceux qui veulent travailler et qui peuvent le faire, et puis, il y a ceux à qui on ne donne même pas la chance de pouvoir travailler. Je suis persuadé que ces changements, beaucoup de Français l'attendent, beaucoup de Français l'espèrent, et pas simplement des familles où il y a des boursiers, mais ceux qui réfléchissent avec leur tête et qui aiment leur pays et qui se disent aimer mon pays c'est vouloir que ce pays fasse sa place à chacun de ses enfants.

J'espère que vous avez compris que je m'impliquerai personnellement dans ce chantier qui est pour moi absolument prioritaire et que j'y consacrerai toute mon énergie.

Vive la République, une République des droits réels et non virtuels, et si vous permettez, Vive la France !